

Art. 13. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Santé publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Santé publique,

Mme M. DE GALAN

Art. 13. Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Volksgezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 93 — 2835

[C — 12789]

2 DECEMBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1973 instituant la Commission paritaire des magasins d'alimentation à succursales multiples et fixant sa dénomination et sa compétence (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 35 et 36;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1973 instituant la Commission paritaire des magasins d'alimentation à succursales multiples et fixant sa dénomination et sa compétence, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1983;

Vu l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 septembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les restructurations des entreprises pour des raisons économiques, il est nécessaire de réaménager sans délai le secteur de la distribution en vue des prochaines négociations sociales et afin de prévenir des troubles sociaux dans le secteur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1973 instituant la Commission paritaire des magasins d'alimentation à succursales multiples et fixant sa dénomination et sa compétence, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1983, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1er. Il est institué une commission paritaire, dénommée « Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire ».

Art. 2. La Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire est compétente pour les employés et leurs employeurs, dont l'activité d'entreprise est principalement le commerce de détail alimentaire général ou spécialisé.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 22 mars 1973, *Moniteur belge* du 15 mai 1973.

Arrêté royal du 13 juillet 1983, *Moniteur belge* du 5 août 1983.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 93 — 2835

[C — 12789]

2 DECEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de levensmiddelenbedrijven met talrijke bijhuizen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 35 en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de levensmiddelenbedrijven met talrijke bijhuizen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 juli 1983;

Gelet op het in het *Belgisch Staatsblad* van 25 september 1993 bekendgemaakte bericht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het onverwijld noodzakelijk is om, gelet op de bedrijfseconomische herstructureringen, de distributiesector te hertekenen met het oog op de komende sociale onderhandelingen en om sociale onrust in de sector te voorkomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de levensmiddelenbedrijven met talrijke bijhuizen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 juli 1983, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 1 Er wordt een paritair comité opgericht, genaamd « Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren ».

Art. 2. Het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren is bevoegd voor de bedienden en hun werkgevers, waarvan de ondernemingsactiviteit hoofdzakelijk bestaat uit de algemene of de gespecialiseerde kleinhandel in voedingswaren.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 22 maart 1973, *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 1973.

Koninklijk besluit van 13 juli 1983, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1983.

Art. 3. La compétence de la commission paritaire est limitée :

— aux employeurs dont l'activité est principalement le commerce de détail alimentaire général et qui occupent au moins vingt travailleurs;

— aux employeurs qui font partie d'un groupe d'entreprises dont l'activité est principalement le commerce de détail alimentaire général, lorsque le groupe complet d'entreprises occupe au moins vingt travailleurs;

— aux entreprises ayant un ou plusieurs points de vente, dont l'activité est principalement le commerce de détail alimentaire général et où au moins vingt travailleurs sont occupés, même si certains départements sont exploités par différentes sociétés;

— aux employeurs dont l'activité est principalement le commerce de détail alimentaire spécialisé et qui occupent au moins cinquante travailleurs;

— aux employeurs qui font partie d'un groupe d'entreprises dont l'activité est principalement le commerce de détail alimentaire spécialisé, lorsque le groupe complet d'entreprises occupe au moins cinquante travailleurs;

— aux entreprises ayant un siège social et au moins deux succursales dont l'activité est le commerce de détail alimentaire spécialisé et où au moins vingt-cinq travailleurs sont occupés.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

— commerce de détail alimentaire général : le commerce en détail, dans une proportion raisonnable, des marchandises incluses dans les différents groupes de marchandises qui se composent tant de produits alimentaires (articles d'épicerie, viande et charcuterie, légumes, fruits et pommes de terre, produits lactés, boissons, produits surgelés, etc.) que de biens de consommation courante (produits d'entretien, produits non-food, articles pour fumeurs, articles en matières plastiques ou en papier, articles de toilette et de parfumerie, etc.);

— commerce de détail alimentaire spécialisé : le commerce de détail alimentaire qui ne fait pas partie du commerce de détail alimentaire général;

— groupe d'entreprises : les sociétés mère et filiale;

— société mère : la société qui détient un pouvoir de contrôle sur une autre société;

— société filiale : la société à l'égard de laquelle un pouvoir de contrôle existe;

— contrôle d'une société : le pouvoir de droit ou de fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de celle-ci ou sur l'orientation de sa gestion;

— contrôle conjoint : le contrôle exercé ensemble par un nombre limité d'associés, lorsque ceux-ci ont convenu que les décisions relatives à l'orientation de la gestion de la société en cause ne pourraient être prises que de leur commun accord.

Art. 5. § 1er. Le contrôle est de droit et présumé de manière irréfragable :

1° lorsqu'il résulte de la détention de la majorité des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associés de la société en cause;

2° lorsqu'un associé a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des administrateurs ou gérants;

3° lorsqu'un associé dispose du pouvoir de contrôle en vertu des statuts de la société en cause ou de conventions conclues avec celle-ci;

4° lorsque, par l'effet de conventions conclues avec d'autres associés de la société en cause, un associé dispose de la majorité des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associés de celle-ci;

5° en cas de contrôle conjoint.

§ 2. Le contrôle est de fait lorsqu'il résulte d'autres éléments que ceux visés au § 1er.

Un associé d'une société est, sauf preuve contraire, présumé disposer d'un contrôle de fait sur cette société si, à l'avant-dernière et à la dernière assemblée générale de cette société, il a exercé des droits de vote représentant la majorité des voix attachées aux titres représentés à ces assemblées.

§ 3. Pour la détermination du pouvoir de contrôle :

1° le pouvoir détenu indirectement par l'intermédiaire d'une filiale est ajouté au pouvoir détenu directement;

Art. 3. De bevoegdheid van het paritair comité is beperkt tot :

— de werkgevers waarvan de activiteit hoofdzakelijk bestaat uit de algemene kleinhandel in voedingswaren en die minstens twintig werknemers tewerkstellen;

— de werkgevers die deel uitmaken van een groep van ondernemingen waarvan de activiteit hoofdzakelijk bestaat uit de algemene kleinhandel in voedingswaren, en wanneer de volledige groep van ondernemingen minstens twintig werknemers tewerkstelt;

— de ondernemingen met een of meerdere verkooppunten, waarvan de activiteit hoofdzakelijk bestaat uit de algemene kleinhandel in voedingswaren en waar minstens twintig werknemers worden tewerkgesteld, ook wanneer afdelingen door verschillende vennootschappen worden uitgebaat;

— de werkgevers waarvan de activiteit hoofdzakelijk bestaat uit de gespecialiseerde kleinhandel in voedingswaren en die minstens vijftig werknemers tewerkstellen;

— de werkgevers die deel uitmaken van een groep van ondernemingen waarvan de activiteit hoofdzakelijk bestaat uit de gespecialiseerde kleinhandel in voedingswaren, en wanneer de volledige groep van ondernemingen minstens vijftig werknemers tewerkstelt;

— de ondernemingen bestaande uit een maatschappelijke zetel en minstens twee bijhuizen, waarvan de activiteit hoofdzakelijk bestaat uit de gespecialiseerde kleinhandel in voedingswaren en waar minstens vijftientwintig werknemers worden tewerkgesteld.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— algemene kleinhandel in voedingswaren : de kleinhandel in een redelijke verhouding, van de in de verschillende koopwarengroepen begrepen goederen bestaande uit voedingsproducten (kruidenierswaren, vlees en vleeswaren, groenten, fruit en aardappelen, zuivelproducten, dranken, diepvriesproducten en dergelijke) als courante gebruiksgoederen (onderhoudsproducten, non-foodartikelen, rookartikelen, plastic- en papierwaren, toilet- en parfume-riartikelen en dergelijke);

— gespecialiseerde kleinhandel in voedingswaren : de kleinhandel in voedingswaren die niet behoort tot de algemene kleinhandel in voedingswaren;

— groep van ondernemingen : de moeder- en dochtervennootschappen;

— moedervenootschap : de vennootschap die een controlebevoegdheid uitoefent over een andere vennootschap;

— dochtervennootschap : de vennootschap ten opzichte waarvan een controlebevoegdheid bestaat;

— controle over een vennootschap : de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van haar bestuurders of zaakvoerders of op de oriëntatie van haar beleid;

— gezamenlijke controle : de controle die een beperkt aantal vennoten samen uitoefenen, wanneer zij zijn overeengekomen dat beslissingen omtrent de oriëntatie van het beleid van de betrokken vennootschap niet zonder hun gemeenschappelijke instemming kunnen worden genomen.

Art. 5. § 1. De controle over een vennootschap is in rechte en onweerlegbaar vermoed :

1° wanneer zij voortvloeit uit het bezit van de meerderheid van de stemrechten verbonden aan het totaal van de aandelen van de betrokken vennootschap;

2° wanneer een vennoot het recht heeft de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders te benoemen of te ontslaan;

3° wanneer een vennoot krachtens de statuten van de betrokken vennootschap of krachtens met die vennootschap gesloten overeenkomsten over de controlebevoegdheid beschikt;

4° wanneer op grond van een overeenkomst met andere vennoten van de betrokken vennootschap, een vennoot beschikt over de meerderheid van de stemrechten verbonden aan het totaal van de aandelen van die vennootschap;

5° in geval van gezamenlijke controle.

§ 2. De controle is in feite wanneer zij voortvloeit uit andere factoren dan bedoeld in § 1.

Een vennoot van een vennootschap wordt, behoudens bewijs van het tegendeel, vermoed over een controle in feite te beschikken op deze vennootschap, wanneer hij op de voorlaatste en laatste algemene vergadering van deze vennootschap stemrechten heeft uitgeoefend die de meerderheid vertegenwoordigen van de stemrechten verbonden aan de op deze algemene vergaderingen vertegenwoordigde aandelen.

§ 3. Om de controlebevoegdheid vast te stellen :

1° wordt de onrechtstreekse controlebevoegdheid via een dochtervennootschap bij de rechtstreekse controlebevoegdheid geteld;

2° le pouvoir détenu par une personne agissant, en vertu d'une convention de mandat, de commission, de portage, de prête-nom, de fiducie ou d'une convention d'effet équivalent, pour le compte d'une autre personne, est censé détenu exclusivement par cette dernière.

Pour la détermination du pouvoir de contrôle, il n'est pas tenu compte des suspensions du droit de vote ni des limitations à l'exercice du pouvoir de vote prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ou par des dispositions légales ou statutaires d'effet analogue.

Pour l'application du § 1er, 1° et 4°, les droits de vote afférents à l'ensemble des actions, parts et droits d'associés d'une filiale s'entendent déduction faite des droits de vote afférents aux actions, parts et droits d'associés de cette filiale détenus par elle-même ou par ses filiales. La même règle s'applique dans le cas visé au § 2, alinéa 2, en ce qui concerne les titres représentés aux deux dernières assemblées générales.

Art. 6. Les nombres de vingt, vingt-cinq ou cinquante travailleurs sont obtenus en calculant, pour les déclarations à l'Office National de Sécurité Sociale de quatre trimestres consécutifs, le nombre moyen de travailleurs rémunérés, repris dans les déclarations à l'Office National de Sécurité Sociale, ou, le cas échéant, la somme du nombre moyen de travailleurs rémunérés dans les différentes déclarations à l'Office National de Sécurité Sociale des employeurs et des entreprises visées à l'article 3. Pour la première fois ces chiffres sont calculés sur la base des troisième et quatrième trimestres de 1993. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté en devient l'article 7.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

2° wordt de controlebevoegdheid van een persoon die optreedt krachtens een overeenkomst van lastgeving, commissie, portage, naamgeving, fiducie of een overeenkomst met een gelijkwaardige uitwerking, voor rekening van een andere persoon, geacht uitsluitend in het bezit te zijn van laatstgenoemde.

Om de controlebevoegdheid vast te stellen wordt geen rekening gehouden met een schorsing van stemrechten noch met de stemrechtbeperkingen bedoeld in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of in wettelijke of statutaire beperkingen met een gelijkaardige uitwerking.

Voor de toepassing van § 1, 1° en 4°, moeten de stemrechten verbonden aan het totaal van de aandelen van een dochtervennootschap worden verminderd met de stemrechten verbonden aan de aandelen van deze dochtervennootschappen, gehouden door laatstgenoemde zelf of door haar dochtervennootschap. Dezelfde regel is van toepassing in het § 2, tweede lid, bedoelde geval wat de aandelen betreft die op de laatste twee algemene vergaderingen zijn vertegenwoordigd.

Art. 6. De getallen van twintig, vijftig en vijftig werknemers worden bekomen door de berekening, van de aangiften voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van vier opeenvolgende kwartalen, van het gemiddeld aantal bezoldigde werknemers, opgenomen in de aangiften voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of, in voorkomend geval, de som van het gemiddeld aantal bezoldigde werknemers opgenomen in de onderscheiden aangiften voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de werkgevers en ondernemingen bedoeld in artikel 3. Voor de eerste maal worden deze cijfers berekend op basis van het derde en vierde kwartaal van 1993. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt artikel 7.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 december 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2836

[C — 27533]

4 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 15 janvier 1987 et du 22 octobre 1987;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 26 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, est remplacé par la disposition suivante :

« Au sens du présent arrêté, une opération subsidiaire de rénovation urbaine est une action d'aménagement globale et concertée, d'initiative communale, qui vise à restructurer, assainir ou réhabiliter un quartier urbain de manière à y favoriser le maintien de la population locale et à promouvoir sa fonction sociale et économique dans le respect de ses caractéristiques culturelles et architecturales propres.

Ces opérations visent à maintenir et à améliorer l'habitat par une ou plusieurs des actions suivantes :

1° la réhabilitation ou la construction de logements;

2° la création ou l'amélioration d'équipements collectifs;

3° la création ou l'amélioration d'espaces verts;

4° la création ou l'amélioration de bâtiments destinés au commerce ou à des activités de service. »